



# Arctique : enjeux stratégiques pour la France

Les nouvelles routes commerciales, maritimes et aériennes, et l'appétence de nouveaux acteurs pour l'exploitation de ses ressources pourraient faire de l'Arctique un espace de confrontation.

Cette conséquence du réchauffement climatique est prise en compte par la France, comme l'indique un document rendu public par le ministère des Armées en septembre 2019.

**Intérêt stratégique croissant.** La surface de la banquise arctique est passée de 14.000 km<sup>2</sup> en 2003 à 7.000 km<sup>2</sup> en 2011. Malgré des conditions climatiques encore très contraignantes, le passage par le Nord-Est relie l'Europe à l'Asie en longeant les côtes de la Russie pendant l'été. La distance se réduit à 14.000 km,

contre 16.000 km par le passage du Nord-Ouest, 21.000 km via le canal de Suez et le détroit de Malacca et 23.000 km via le canal de Panama. Le projet chinois des « nouvelles routes de la soie » inclut une voie maritime par l'océan Arctique. Depuis le début des années 2000, les progrès technologiques permettent aux compagnies aériennes de développer leurs routes polaires, réduisant de 20 % la durée de vol entre l'Amérique du Nord et l'Asie et entre l'Asie et le Moyen-Orient. En conséquence, la Russie modernise ses infrastructures aéroportuaires. Par ailleurs, l'Arctique constitue un enjeu pour l'Union européenne (UE), car : 50 % de la population de la zone est européenne ; 24 % de sa consommation d'hydrocarbures en provient ; elle y a investi 200 M€ dans la recherche depuis 2002. En effet, sur le plan énergétique, 30 % des réserves de gaz et 20 % de celles de pétrole non encore découvertes dans le monde s'y trouveraient. En outre, 25 % des réserves de terres rares, utilisées dans les matériels électroniques, ont été localisées en Russie et au Groenland. Ces perspectives économiques, la remilitarisation de sa côte Nord par la Russie et les investissements de la Chine entraînent une affirmation de la souveraineté des Etats riverains. Canada, Chine, Etats-Unis, Russie, UE, Allemagne, Danemark, Norvège, Grande-Bretagne et Suède ont publié leur stratégie arctique. Depuis 2016, la France s'est dotée d'une feuille de route nationale sur l'Arctique.

**Activités et présence.** Le groupe Total possède 20 % du capital de la compagnie russe Yamal LNG, en vue d'une production de 16,5 Mt/an de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la péninsule de Yamal, et a pris une participation de 10 % dans le consortium international Arctic 2, pour une production de 19,8 Mt de GNL dans celle, russe, de Gydan. Leurs recherches scientifiques ont donné aux Pays-Bas, à la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Pologne, la Grande-Bretagne et la Suisse le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique (Canada, Danemark-Groenland, Etats-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Russie). Dans ce cadre, ont été conclus des accords de coopération pour la recherche et le sauvetage en mer et d'intervention en cas de pollution par hydrocarbures. La France participe à la gouvernance de la zone dans le cadre de l'OTAN et de l'UE.

**Participations militaires.** Pour assurer la sécurisation de la zone arctique, la France déploie des missions de défense en Alaska, au Canada, au Groenland, en Islande, Norvège, Suède, Finlande et Russie. En 2018, le bâtiment de soutien et d'assistance hauturier *Rhône* a emprunté le passage du Nord-Est, sans l'aide de brise-glace. La même année, la France, 2ème contributrice, a engagé 2.700

militaires de la Marine nationale et des armées de l'Air et de Terre dans l'exercice OTAN « Trident Juncture 18 » (51.000 militaires de 31 pays) en Norvège, Islande et Atlantique Nord.

## **Loïc Salmon**

[L'océan Arctique : atouts économiques, guerre froide larvée](#)

[Chine : routes de la soie, un contexte stratégique global](#)

[Marine nationale : un BSAH autour du monde, via l'Arctique](#)